

Le gouvernement profite de la crise pour imposer de nouveaux reculs inacceptables

29 avril 2020



LE GOUVERNEMENT PROFITE DE LA CRISE POUR IMPOSER DE NOUVEAUX RECULS : INACCEPTABLE !

Les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT, FO, Solidaires, PSU, avec l'UNEF et l'UNL, dénoncent l'irresponsabilité du gouvernement, qui, après avoir érigé le confinement comme seule solution possible, cherche à imposer des conditions de reprise qui ne correspondent qu'à un objectif : répondre aux intérêts du patronat.

Les URIF condamnent cette situation où le gouvernement cherche à profiter de la crise sanitaire pour revenir sur tous les acquis sociaux arrachés en 1936 et en 1945 : après les ordonnances contre les congés payés, les jours de repos et les jours RTT, le gouvernement annonce vouloir désormais briser la sécurité sociale : **INACCEPTABLE !**

Parce que le gouvernement refuse et est dans l'incapacité de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et le dépiçage, ce seraient aux franciliens de faire à nouveau les frais de cette situation, en faisant preuve de plus de « flexibilité » et en aggravant ainsi leurs conditions de travail ? Cela après avoir déjà subi les effets sociaux et économiques du confinement ? **INACCEPTABLE !**

- Dans les transports franciliens : où directions de la SNCF / RATP et pouvoirs publics se rejettent la responsabilité, il est d'ores et déjà annoncé que la distanciation sociale dans les rames de métro, de RER et de Transilien ne sera pas respectée ! Qui peut accepter que les 5 millions de franciliens qui prennent chaque jour les transports en commun les reprennent dans ces conditions, le 11 mai ? De son côté, la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a demandé aux employeurs de contraindre les salariés à ne se déplacer qu'à certaines heures de la journée, heures qui seraient consignées dans des attestations ! **INACCEPTABLE !**
- Pour l'éducation nationale, l'annonce du Président de la République a été faite au mépris de l'urgence sanitaire, et des avis de l'Inserm et du Conseil National de l'Ordre des médecins qui se sont officiellement positionnés contre la réouverture des établissements scolaires le 11 mai prochain. Elle a provoqué l'incompréhension et la colère parmi les enseignants, mais aussi les agents territoriaux, les parents et les élus.

Les injonctions contradictoires et les volte-face du ministère de l'éducation nationale sur l'organisation du retour des élèves dans les classes aboutissent à ce que 2 parents d'élèves sur 3 affirment qu'ils n'envoieront pas leur enfant à l'école, le 11 mai. Réaction du ministère : il n'y aurait pas d'obligation de retour physique des élèves dans les classes ! En plus des inégalités inévitables que créerait une telle situation, ce serait donc la double-peine pour les enseignants ? assurer un enseignement physique devant élèves et un enseignement numérique en télétravail auprès des autres ? Sans parler de la « scolarité locale » dressée par le ministère contre le statut national des enseignants.

Là encore, parce que le gouvernement refuse de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et le dépiçage des enseignants, agents et élèves, ce seraient aux personnels de travailler plus, sans masque et sans test ? Cela après avoir déjà subi le télétravail pendant le confinement ? **INACCEPTABLE !**

Face à cette situation, la résistance des salariés s'organise avec leurs syndicats, ce qui se traduit aujourd'hui par des prises de position, des pétitions, des motions chaque jour plus nombreuses, exigeant des pouvoirs publics et des employeurs les tests, les masques, les mesures de protection qui permettent d'assurer leur sécurité.

Dans un certain nombre d'établissements hospitaliers comme à Tourcoing ou à Lyon, des manifestations ont eu lieu pour exprimer le ras-le-bol des personnels : ils ont raison, leur colère est légitime !

Ils en ont assez de ce confinement que les initiateurs eux-mêmes foulent aux pieds, qui isole et qui devient un moyen pour tenter d'empêcher de s'exprimer et d'agir ensemble.

Avant d'envisager tout déconfinement, le gouvernement doit démontrer qu'il a la capacité de tester l'ensemble de la population francilienne, de lui fournir gants et gel gratuitement.

C'est dans cet état d'esprit que les URIF appellent leurs structures à prendre toutes les initiatives qu'elles jugeront utiles, pour exprimer toutes les revendications que nous avons portées dans la dernière période et qui restent plus que jamais d'actualité, à l'occasion de ce 1^{er} mai 2020.

Paris, 27 avril 2020



LE GOUVERNEMENT PROFITE DE LA CRISE POUR IMPOSER DE NOUVEAUX RECULS : INACCEPTABLE !

Les unions régionales Ile-de-France (URIF) CGT, FO, Solidaires, FSU, avec l'UNEF et l'UNL, dénoncent l'irresponsabilité du gouvernement, qui, après avoir érigé le confinement comme seule solution possible, cherche à imposer des conditions de reprise qui ne correspondent qu'à un objectif : répondre aux intérêts du patronat.

Les URIF condamnent cette situation où le gouvernement cherche à profiter de la crise sanitaire pour revenir sur tous les acquis sociaux arrachés en 1936 et en 1945 : après les ordonnances contre les congés payés, les jours de repos et les jours RTT, le gouvernement annonce vouloir désormais briser la sécurité sociale : **INACCEPTABLE !**

Parce que le gouvernement refuse et est dans l'incapacité de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et le dépistage, ce seraient aux franciliens de faire à nouveau les frais de cette situation, en faisant preuve de plus de « flexibilité » et en aggravant ainsi leurs conditions de travail ? Cela après avoir déjà subi les effets sociaux et économiques du confinement ? **INACCEPTABLE !**

- Dans les transports franciliens ; où directions de la SNCF / RATP et pouvoirs publics se rejettent la responsabilité, il est d'ores et déjà annoncé que la distanciation sociale dans les rames de métro, de RER et de Transilien ne sera pas respectée ! Qui peut accepter que les 5 millions de franciliens qui prennent chaque jour les transports en commun les reprennent dans ces conditions, le 11 mai ? De son côté, la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a demandé aux employeurs de contraindre les salariés à ne se déplacer qu'à certaines heures de la journée, heures qui seraient consignées dans des attestations ! **INACCEPTABLE !**
- Pour l'éducation nationale, l'annonce du Président de la République a été faite au mépris de l'urgence sanitaire, et des avis de l'Inserm et du Conseil National de l'Ordre des médecins qui se sont officiellement positionnés contre la réouverture des établissements scolaires le 11 mai prochain. Elle a provoqué l'incompréhension et la colère parmi les enseignants, mais aussi les agents territoriaux, les parents et les élus.

Les injonctions contradictoires et les volte-face du ministère de l'éducation nationale sur l'organisation du retour des élèves dans les classes aboutissent à ce que 2 parents d'élèves sur 3 affirment qu'ils n'enverront pas leur enfant à l'école, le 11 mai. Réaction du ministère : il n'y aurait pas d'obligation de retour physique des élèves dans les classes ! En plus des inégalités inévitables que créerait une telle situation, ce serait donc la double-peine pour les enseignants ? assurer un enseignement physique devant élèves et un enseignement numérique en télétravail auprès des autres ? Sans parler de la « *souplesse locale* » dressée par le ministère contre le statut national des enseignants.

Là encore, parce que le gouvernement refuse de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et le dépistage des enseignants, agents et élèves, ce seraient aux personnels de travailler plus, sans masque et sans test ? Cela après avoir déjà subi le télétravail pendant le confinement ? **INACCEPTABLE !**

Face à cette situation, la résistance des salariés s'organise avec leurs syndicats, ce qui se traduit aujourd'hui par des prises de position, des pétitions, des motions chaque jour plus nombreuses, exigeant des pouvoirs publics et des employeurs les tests, les masques, les mesures de protection qui permettent d'assurer leur sécurité.

Dans un certain nombre d'établissements hospitaliers comme à Tourcoing ou à Lyon, des manifestations ont eu lieu pour exprimer le ras-le-bol des personnels : ils ont raison, leur colère est légitime !

Ils en ont assez de ce confinement que les initiateurs eux-mêmes foulent aux pieds, qui isole et qui devient un moyen pour tenter d'empêcher de s'exprimer et d'agir ensemble.

Avant d'envisager tout déconfinement, le gouvernement doit démontrer qu'il a la capacité de tester l'ensemble de la population francilienne, de lui fournir gants et gel gratuitement.

C'est dans cet état d'esprit que les URIF appellent leurs structures à prendre toutes les initiatives qu'elles jugeront utiles, pour exprimer toutes les revendications que nous avons portées dans la dernière période et qui restent plus que jamais d'actualité, à l'occasion de ce 1^{er} mai 2020.

Paris, 27 avril 2020

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Le-gouvernement-profite-de-la-crise-pour-imposer-de-nouveaux-reculs>